



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX

Rapport sur Préavis n° 06/08.2017 – section cours d'eau

Demande d'un crédit de Fr. 118'000.00 pour financer la démolition et la construction d'une passerelle en bois sur le Boiron, parcelle DP 89 Saint-Prex & DP 42 Tolochenaz

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission s'est réunie sur place le 11 septembre en présence de : Mme Sandrine Pittolaz, Messieurs Juan Carlos Landrove, Sacha Meier, Jacques Rochat, Carmelo Todaro et moi-même. M. Roger Burri, Municipal responsable, a répondu à nos questions, merci à lui.

RAPPEL :

I. Situation actuelle

La passerelle en bois actuelle mesure de 1.50 mètre de large pour 11 mètres de long. Elle a été construite en 1999 par des apprentis forestiers. Cet ouvrage présente des signes évidents de délabrement et n'offre plus la sécurité aux usagers. Elle n'est pas adepte de la mobilité douce.

La commune de Saint-Prex est responsable de son entretien. La Commune de Tolochenaz s'occupant, elle, d'autres ouvrages en amont.

Dès lors, la Municipalité, propose de la remplacer par une passerelle adaptée à la mobilité douce (bicyclettes et poussettes).

II. Description de l'ouvrage

L'ancienne passerelle sera démontée et les culées en bois changées. La passerelle aura une largeur de 2 mètres et une longueur de 14 mètres avec une portée de 12 mètres. Deux rampes d'accès de 2 mètres de largeur sont prévues. Elles seront constituées d'éléments reposant sur des piles formées de poutres en chêne, avec une rampe de 6 % maximum.

Du bois local sera utilisé pour la construction de cet ouvrage et la durée de vie des structures portantes est estimée à 25 ans. La durée de vie des structures non portantes, soit les barrières et le platelage, est estimée à 15 ans.

III. Résumé des travaux prévus

Les travaux pourraient être entrepris fin 2017 ou début 2018 afin que la passerelle soit prête pour le printemps 2018.

IV. Impact sur l'environnement

La construction du trottoir sur la RC1 conjuguée avec le libre passage en zone forestière et la réalisation de cet objet permettront de se rendre à Morges à pied ou avec un moyen de transport léger sur l'entier du parcours et en sécurité, favorisant ainsi la mobilité douce.

V. Plan financier

Le présent plan financier a été élaboré sur la base d'une offre. A savoir :

Projet, levés de géomètre compris	Fr. 12'000.00
Mise à l'enquête	Fr. 4'000.00
Démontage de la passerelle existante	Fr. 2'000.00
Construction de la passerelle	Fr. 31'000.00
Construction de la rampe rive gauche	Fr. 28'000.00
Construction de la rampe rive droite	Fr. 17'000.00
Suivi des travaux	Fr. 5'000.00
Divers et imprévus 10 %	Fr. 10'260.00
Sous-total	Fr. 109'260.00
TVA 8%	Fr. 8'740.00
Total	Fr. 118'000.00

VI. Incidences financières

Cette dépense sera financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt en dix ans. Elle sera amortie dès 2018, par tranche annuelle de Fr. 11'800.00, le solde la dernière année.

VII. Recommandations :

La Commission remarque que, l'accès en mobilité réduite n'étant pas garanti sur aucune des deux rives, il est donc possible d'augmenter la pente des 2 rampes de manière significative. A priori, deux rampes plus courtes devraient coûter moins cher. Elle pense également que de prévoir un petit entretien régulier de cet ouvrage pourrait prolonger durablement son usage, pour un coût moindre.

VIII. Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous proposons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre la démolition et la construction de la passerelle sur le Boiron, parcelle DP 89 Saint-Prex & DP 42 Tolochenaz;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 118'000.00;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt;
4. d'admettre que cette dépense soit amortie en dix ans dès 2018, par tranche annuelle de Fr. 11'800.00, le solde la dernière année;
5. d'admettre que cet investissement n'engendrera pas de dépense annuelle de fonctionnement significative.

Au nom de la Commission

Fabrice Dessaux

